

Unité départementale du Val-d'Oise
Préfecture du Val d'Oise
5 avenue Bernard Hirsch
CS 20105 - CEDEX
95010 Cergy-Pontoise

Cergy, le 22/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STANDARDAERO FRANCE

1 BD DU 19 MARS 1962
95500 Gonesse

Références : ud95-2026-0278
Code AIOT : 0006505536

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2026 dans l'établissement STANDARDAERO FRANCE implanté aéroport du Bourget 95500 Bonneuil-en-France. L'inspection a été annoncée le 22/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STANDARDAERO FRANCE
- aéroport du Bourget 95500 Bonneuil-en-France
- Code AIOT : 0006505536
- Régime : Autorisation

Le site Standardaero situé dans l'emprise de l'aéroport du Bourget est un site technique comprenant les bancs d'essais moteurs de la société. Après les vérifications et opérations de maintenance réalisées sur le site du Bourget, les moteurs sont testés dans cet établissement.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX
- ATEX
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Zones à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Plan général des zones à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
3	Identification des zones à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
5	Adéquation des produits ATEX / zonage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De nombreuses actions correctives doivent être entreprises afin de répondre aux prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zones à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]
Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) qui date du 22 août 2022. Un autre DRPCE a été réalisé en 2026 et prend en compte la fin d'activité des 2 bancs d'essai qui a fait l'objet d'un porter à connaissance transmis à l'administration. Le DRPCE met en évidence plusieurs zones ATEX : pomperie, filtre, rétentions sous les bancs d'essai et zone déchet. La liste des équipements en zone ATEX ou encore l'adéquation entre les matériels et les zones ATEX ne sont pas précisées dans le DRPCE. Par conséquent, il ne permet pas de justifier la conformité des appareils au risque d'atmosphère explosive conformément aux dispositions des articles 6 de l'arrêté du 28 juillet 2003 (conditions d'installation des matériels électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter) et 16 de l'arrêté du 8 juillet 2003 (protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive). Il apparaît enfin que l'exploitant a clairement identifié les zone où les atmosphères explosives peuvent se présenter, or aucune mesure n'est clairement prise en matière de protection des travailleurs. Lors de la visite terrain et lors de la revue documentaire, l'Inspection a constaté que le port des EPI ATEX n'était pas indiqué comme étant obligatoire dans les zones ATEX. Toutefois, le DRPCE préconise depuis 2022 l'obligation de porter des EPI ATEX dans les zones identifiées ATEX. Non-conformité n° 1 : contrairement à l'article 48 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 l'exploitant n'a pas clairement identifié les zones de son établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion. L'exploitant veillera à identifier ses zones et à les rendre visibles en toutes circonstances.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation n° 1 : l'exploitant doit compléter le DRPCE conformément au code du travail (R4227-52) et appliquer les mesures préventives indiquées dans ce document afin de garantir que le risque lié aux atmosphères explosives est complètement maîtrisé au sein des installations.

Observation n° 2 : l'exploitant doit s'assurer que tous les équipements soumis à un risque d'explosion et mis en service avant juin 2003 bénéficient, dans le DRPCE, d'une présomption de conformité à l'arrêté du 28 juillet 2003 relatif aux conditions d'installation des matériels électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter.

Observation n° 3 : il convient que l'exploitant applique les actions de prévention identifiées dans le DRPCE, en particulier concernant le port des EPI dans les zones ATEX.

Ces observations en lien avec la réglementation du code du travail seront transmises à la DDETS du Val-d'Oise - pôle travail UC2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Plan général des zones à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60

Thème(s) : Risques accidentels, Zones à risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

- [...]
- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf PdC n°1) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ;
- [...]

Constats :

Le plan de zonage annexé au DRPCE a été présenté à l'Inspection. Ce dernier ne distingue pas les différentes zones ATEX en fonction de la probabilité de présence d'une atmosphère explosive (zones 0, 1 ou 2). De plus, la zone fluide qui est une zone ATEX est absente du plan de zonage.

Non-conformité n° 2 : contrairement à l'article 60 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 l'exploitant ne dispose pas d'un plan de zonage conforme. Il veillera à le compléter et à le mettre à jour.

Ce point en lien avec la réglementation du code du travail sera transmis à la DDETS du Val-d'Oise - pôle travail UC2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Identification des zones à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Risques accidentels, Matérialisation des zones à risques

Prescription contrôlée :

<p>[...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour (Cf PdC n°2).</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les zones ATEX ne sont pas signalées conformément au DRPCE. De plus, les consignes sont parfois absentes. Par exemple, la zone de déchet identifiée comme ATEX dans le DRPCE ne présente aucune consigne particulière ni signalétique de danger en entrée de zone.</p> <p>Non-conformité n° 3 : contrairement à l'article 48 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant n'a pas délimité ni mis en place les consignes ATEX de façon visible, au niveau de chaque entrée de zone ATEX. L'exploitant mettra en place les mesures techniques et organisationnelles à même d'y remédier.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 4 : Formation d'atmosphère explosive

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation des locaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de ventilation des locaux réalisé par Air consult en mars 2026 a été présenté à l'Inspection. Il fait état d'un local ATEX (zone fluide) qui n'est pas correctement ventilé et qui donne sur la salle de contrôle. Une action corrective consistant à provoquer une aération par ouverture de porte côté atelier est appliquée par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Adéquation des produits ATEX / zonage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exigences essentielles</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une liste des équipements fixes et mobiles situés en zones ATEX ainsi que tous les dispositifs de raccordement associés. Par conséquent, l'exploitant n'est pas en mesure de distinguer les équipements de travail qui doivent répondre aux exigences de la directive 2014/34/UE ATEX transposée en droit français aux articles R. 557-1-1 à R. 557-5-5 et R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement.</p> <p>Sans cette liste, l'exploitant n'est pas en mesure de garantir la conformité des équipements présents en zone ATEX.</p> <p>Mis à part le certificat de conformité des BAES (fournisseur URA), l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les déclarations UE de conformité des équipements présents dans les zones ATEX.</p> <p>Lors de la visite terrain, il a été constaté un équipement électrique sans marquage ATEX situé en zone ATEX (électrovanne n°2). Cette non-conformité figure dans le DRPCE mais n'a pas été levée depuis 2022.</p> <p>Non-conformité n° 4 : conformément à l'article R. 557-7-1 et suivants du code de l'environnement, chaque matériel fixe ou mobile présent en zone ATEX et concerné par la directive 2014/34/UE doit être accompagné d'une notice d'instruction et d'une déclaration UE de conformité. L'exploitant doit se procurer ces justificatifs auprès des fournisseurs.</p> <p>Non-conformité n° 5 : il a été constaté du matériel destiné à être utilisé en atmosphères explosibles et possédant une ou plusieurs sources potentielles d'inflammation sans marquage ATEX. Ce dernier est non conforme à la directive ATEX 2014/34/UE.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p>

[...]

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification.

Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Constats :

L'Inspection a pu consulter le rapport APAVE daté du 28 mars 2026. Ce rapport ne mentionne pas de vérifications spécifiques aux équipements ATEX. L'exploitant n'a pas sollicité de vérification de ces équipements.

Non-conformité n° 6 : contrairement à l'article 66 A de l'arrêté du 4 octobre 2010 et à l'article 14 de l'arrêté du 8 juillet 2003, l'exploitant pas fait vérifier la sécurité, de l'ensemble des installations électriques comprenant des emplacements où une atmosphère explosive peut se présenter. L'exploitant doit s'assurer qu'une liste des équipements soit disponible et faire vérifier l'intégralité de ses installations électrique ATEX.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois